

N° AP 22/150

ARRETE

DELEGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE A MADAME GENEVIEVE LEVY 12EME VICE-PRESIDENT

Le Président de la Métropole

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique,

VU la délibération n° 22/07/2 du Conseil Métropolitain du 15 juillet 2020 portant composition du Bureau Métropolitain,

VU la délibération n° 22/09/203 du Conseil Métropolitain du 29 septembre 2022 portant élection de Madame Geneviève LEVY en tant que 12^{ème} Vice-Président,

A R R E T E

ARTICLE 1

Délégation de fonctions est donnée à Madame Geneviève LEVY, Vice-Présidente, pour assurer, en liaison avec l'administration métropolitaine, la préparation et le suivi des dossiers relevant des matières suivantes :

- Mobilité
- Economie circulaire.

ARTICLE 2

Dans le cadre de sa délégation de fonctions, Madame Geneviève LEVY est habilitée à signer toute correspondance portant information ou notification de décisions adoptées par les instances dans les matières déléguées.

ARTICLE 3

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la Loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsqu'un élu délégataire de fonctions et de signature estime se trouver en situation de conflit d'intérêt, il en informe le Président par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences.

Un arrêté du Président détermine en conséquence les questions pour lesquelles l'élu intéressé doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

ARTICLE 4

Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera applicable après affichage et transmission au représentant de l'Etat dans le Département.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

Fait à Toulon, le **07 NOV. 2022**

Hubert FALCO

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE
Ancien Ministre



1991 1992 1993